lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 106 — SEMAINE DU 8 AU 14 SEPTEMBRE 1970 — PRIX : 2 F

BORDEAUX :

Le grand cirque

En bref

ILS ONT DU FLAIR

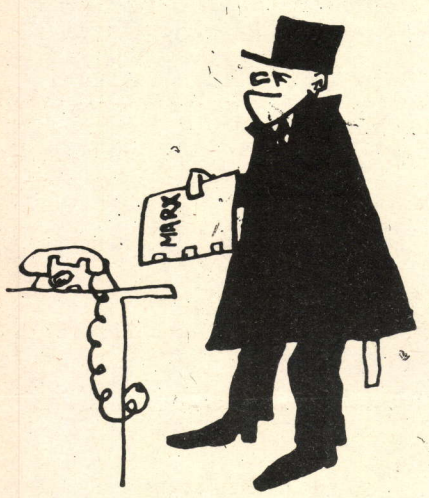
Que Marseille soit une plaque tournante de la drogue pour la France et le monde entier, ce n'est pas un bien grand mystère.

Que chaque jour le haschich, l'héroïne et autres drogues transitent par kilos dans les ports et aérodromes du pays, c'est évident.

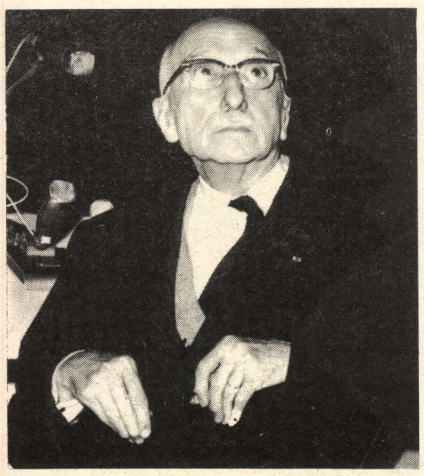
Que les trafiquants qui en retirent les bénéfices se recrutent dans les rangs de la pègre, paraît logique.

Mais la police nous a habitués à un flair plus étonnant. C'est sans doute pour cela que le 27 août, à 6 heures du matin, cent cinquante policiers réveillaient brutalement les occupants d'une résidence universitaire de Lyon et se mettaient à fouiller chaque recoin en quête de drogue. Résultat après plusieurs heures : rien, et les policiers durent se rabattre sur la chasse aux gauchistes et aux publications d'extrême-gauche.

Pendant ce temps-là, tout va bien à Marseille et M. Comiti, dirigeant des S.A.C. marseillais, n'a rien à signaler !



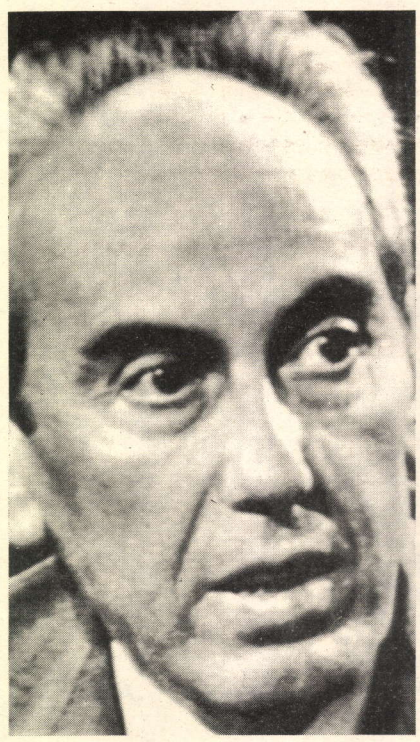
A TITRE POSTHUME



(Photo UPI)

Mauriac n'était pas encore froid que tout ce qu'il y avait d'officiel, de gouvernemental, de bien-pensant, de calotins et de bourgeois se précipitaient sur sa dépouille pour chanter les mérites du « grand homme » et les faire servir à la gloire du régime, comme à leurs ambitions personnelles. Bien entendu, on passa sous silence certains épisodes de la vie politique de l'écrivain, en particulier ses protestations contre la guerre d'Algérie et l'emploi de la torture, pour ne retenir que l'image du vieillard qui, touché par la grâce, tomba en adoration aux pieds de de Gaulle en 1958. Mais, après tout, il l'avait bien cherché. Et il n'y a rien d'étonnant à ce que, celui qui fut journaliste politique et chantre officiel sinon du gaullisme, du moins de de Gaulle, figure en bonne place dans la campagne électorale bordelaise. Chaban ne manqua pas de lui rendre les honneurs et J.J.S.S., toujours en veine de surenchère, réclama pour lui les funérailles nationales. Comme quoi l'ancien directeur de « L'Express » (qui abrita les premiers bloc-notes de l' « opposant » Mauriac) aussi bien que le Premier ministre, compagnon de de Gaulle, ont les mêmes titres à se servir de Mauriac à titre posthume. Ils sont bien de la même famille.

UNE POSITION INCONFORTABLE



Arthur London
(Photo UPI)

C'est bien connu, pour les dirigeants du Parti Communiste Français, les événements de Tchécoslovaquie ont toujours été et demeurent « un douloureux problème » ; formule élégante qui permet d'éviter toute prise de position. Pour qui ne se satisfait pas pleinement de ce genre d'explication, L'Humanité possède une seconde formule choc : la non-ingérence du Parti Communiste Français dans la politique des autres Partis Communistes. Ainsi, la morale est sauve ; chacun peut retrouver derrière ces mots ce qu'il y cherche.

Malheureusement pour les rédacteurs de L'Humanité, il existe des empêcheurs de formuler en rond, et les coups les plus cruels viennent de Tchécoslovaquie précisément. Les dirigeants tchécoslovaques viennent de déchoir London de sa nationalité et d'attaquer à travers la presse tchécoslovaque Guyot, beau-frère de London et membre du bureau politique du Parti Communiste Français de surcroît. Et voilà L'Humanité bien ennuyée, obligée de reprendre ses explications embarrassées et de défendre ses dirigeants attaqués. L'explication se résume ainsi : Le Livre de London ? C'est le livre d'un communiste. Le film que Costa Gavras en a tiré ? C'est un film anti-communiste (pourtant London s'en réclame également, mais ce n'est pas la logique qui étouffe les journalistes de L'Humanité). La suppression de la nationalité tchécoslovaque pour London ? C'est un problème d'ordre intérieur tchécoslovaque. L'Humanité n'estime « pas devoir porter appréciation sur chaque décision prise par les autorités de tel ou tel pays socialiste sous leur responsabilité ». Peut-on être plus jésuite, plus arrangeant ? Aussi pourquoi le parti tchécoslovaque ne s'en contente-t-il pas et va-t-il jusqu'à attaquer les dirigeants communistes français ? Alors là, L'Humanité, piquée au vif, est bien obligée d'exprimer sa « stupeur indignée » et sa « réprobation catégorique ».

Lamentables jongleries du P.C. ! Il est parfois vraiment difficile de tenter de servir deux maîtres et de contenter ceux qui ont dénoncé l'invasion de la Tchécoslovaquie comme ceux qui l'ont fait. On risque d'attirer des qualificatifs peu aimables de part et d'autre...

ENTRE DEUX MOTS...

Cimetière juif à Prague : gênant ?
(Photo L.O.)

Dans les pays de l'Est, c'est du moins ce que l'on nous dit l'antisémitisme n'existe plus, car il est bien entendu incompatible avec le caractère socialiste de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires. Et si dans ces pays les citoyens juifs sont souvent inquiétés, attaqués par la presse, victimes de procès, etc., ce n'est pas en tant que juifs mais en tant que sionistes.

Ce « mode d'emploi » est pourtant simple et facile à retenir et à appliquer et cela devrait mettre même le plus borné des fonctionnaires à l'abri de fautes ou de maladresses regrettables.

Et cependant, en Tchécoslovaquie, un certain M. Kolar vient de faire publier par les éditions du parti communiste un livre, Sionisme et antisémitisme, dans lequel il s'en prend aux intellectuels juifs en tant que tels. Il attaque notamment le film Magasin sur la grand rue auquel il reproche son auteur, son metteur en scène, et l'actrice principale, qui sont des juifs.

Décidément, M. Kolar n'a pas su se maîtriser et employer les mots « convenables » à la place de certains autres.

C'est comme nous qui n'arrivons pas à parler de normalisation en Tchécoslovaquie et qui nous obstinons à dire répression...

LES ASSASSINS EN UNIFORME

A Los Angeles, au cours d'une manifestation contre la guerre au Vietnam organisée par les Chicanos (américains d'origine mexicaine), la police a chargé, faisant un mort et une centaine de blessés.

La police est intervenue sous le prétexte d'un magasin pillé par un groupe de jeunes gens, et elle en a profité pour charger sauvagement les manifestants qui étaient en train de se dispenser.

On peut constater, une fois encore, que bien qu'on ait attribué les dégâts aux manifestants, les blessés et les morts ne sont pas du côté de la police mais bien parmi les manifestants et la population, témoin ce journaliste, d'origine mexicaine, tué dans un bar par une grenade lacrymogène lancée par la police.

Les Mexicains, comme les Noirs ou les Portoricains constituent la fraction la plus exploitée de la population américaine. Ce sont eux que l'on retrouve dans les ghettos des grandes villes ; c'est chez eux qu'il y a le plus fort pourcentage de chômeurs. Et ce sont eux aussi, avec les Noirs, qu'on retrouve dans les secteurs de combat au Vietnam, en plus grand nombre proportionnellement que le reste de la population américaine.

Et quand, mécontents d'être non seulement parmi les plus exploités, mais encore de servir de chair à canon de l'impérialisme, ils manifestent, la police s'empare du premier prétexte venu, pour charger sans ménagement.

La brutalité de la police, pour interdire toute manifestation d'opposants, aux U.S.A., comme en Europe d'ailleurs, est bien le signe que dans la société où nous vivons, quelque chose ne va plus, le capitalisme pourrissant ne peut plus se maintenir que par la violence ouverte de ses forces répressives.

Tuer, matraquer, saccager, c'est ainsi que les flics du monde entier comprennent le maintien de l'ordre !

Editorial

L'ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA

Quand les maladies des pays pauvres effleurent les pays riches

DEPUIS que l'on a appris, vers le milieu du mois d'août, l'existence des premiers cas de choléra dans le sud de l'URSS, il ne se passe pas de jours sans que l'on annonce de nouveaux progrès du fléau de par le monde. Et pendant que dans les pays occidentaux se multiplient les mesures de vaccinations et de contrôle, voire de quarantaine, aux frontières, la grande presse ne cesse de parler de l'épidémie.

Il n'est évidemment pas mauvais que l'opinion publique soit prévenue et qu'elle soit incitée à prendre des précautions. Mieux vaut prévenir que guérir. Et si certains excès dus à un affolement hors de proportion avec les risques réels en Occident, se produisent et font parfois sourire, on peut se dire qu'après tout il vaut mieux être trop prudent que pas assez.

Mais ce qui est scandaleux c'est que l'on affecte dans les pays avancés, de découvrir **le choléra alors qu'il ne cesse d'exister à l'état endémique dans l'Asie du Sud-Est, où il fait chaque année des centaines ou des milliers de victimes. Il a suffi que l'épidémie déborde un peu des régions habituellement touchées pour que l'on parle de la maladie. Tant qu'il ne s'agissait que d'Indiens ou d'Indochinois qui mouraient personne ne s'en préoccupait. Mais que dans les pays « riches » on frissonne à l'idée d'un risque possible de contagion, alors tout le monde en parle et la presse se déchaîne contre les pays, comme la Guinée, qui cachent l'existence de la maladie sur leur territoire.**

L'attitude des gouvernements qui nient une épidémie patente dans leur pays peut paraître stupide. Mais la stupidité n'est pas le mobile qui pousse certains pays à vouloir cacher des cas de choléra : l'expérience leur a prouvé qu'en cas d'épidémie, l'Occident réagit brutalement en s'entourant d'un cordon sanitaire et en gênant le trafic en hommes et en marchandises entre les pays sous-développés et les pays avancés. Et cela se fait bien entendu au détriment des pays pauvres. L'attitude des grandes puissances, bien loin de soulager les pays sous-développés victimes d'épidémies, aurait plutôt tendance à aggraver leur misère. Et il n'y a que si le risque de contagion est vraiment grave qu'on enverra des équipes sanitaires sur les lieux. Notons en passant que ces cordons sanitaires sont plus stupides car l'épidémie de choléra ne risque pas de se répandre dans les pays industrialisés pouvant se permettre un minimum d'hygiène (on cite qu'en deux siècles d'occupation des Indes pas un seul Anglais ne fut contaminé).

Notons aussi qu'un organisme comme l'Institut Pasteur qui maintient en état, en permanence, des stocks de vaccins pour faire face à de telles éventualités s'est vu récemment supprimer par le gouvernement, les subventions qui lui permettaient de faire face à ces obligations humanitaires.

Aujourd'hui on parle donc du choléra. Mais qui parle des nombreuses autres maladies qui font en ce moment-même des ravages en Inde, en Egypte, en Afrique, etc. ? Personne ou presque. Et qui parle de la famine endémique qui fait chaque année des centaines de milliers de victimes dans le monde, c'est-à-dire dix fois plus, cent fois plus, que l'actuelle épidémie de choléla ?

Il est vrai que la faim n'est pas une maladie contagieuse.

JORDANIE :

LES PALESTINIENS FACE A HUSSEIN

UNE fois de plus, les armes ont parlé à Amman, entre les membres des commandos palestiniens et l'armée jordanienne. Rafales de mitraillettes, tirs de mortiers, tireurs d'élite embusqués sur les toits, coups de téléphone affolés entre Yasser Arafat et le roi Hussein, ces affrontements entre commandos palestiniens et armée jordanienne sont devenus, depuis quelques mois, habituels.

Cette fois, les incidents ont eu pour origine un attentat contre le roi Hussein. Selon les organisations palestieniennes, cet attentat ne serait rien d'autre qu'un coup monté par le roi lui-même ou son entourage, afin de donner un prétexte pour « liquider physiquement » la résistance palestinienne.

Cet attentat est-il donc réel ou supposé ? En définitive, peu importe, car le nouvel affrontement dont il a été le prétexte, est inscrit dans la logique de la situation politique au Moyen Orient. Il y a un mois et demi, l'acceptation du plan Rogers par les dirigeants des Etats arabes, Nasser en tête, signifiait que ceux-ci étaient prêts à négocier le règlement de leur différend avec Israël indépendamment de la solution du problème palestinien.

Dans les conditions actuelles, un règlement de la question des territoires occupés, de Gaza, de la Cisjordanie ou du Sinaï, est concevable, pourvu que la pression des Etats-Unis sur Israël pour lui faire accepter des concessions soit suffisamment forte. C'est ce qu'espèrent les dirigeants arabes. Mais la solution du problème des Palestiniens, elle, suppose tout autre chose : que l'Etat d'Israël cesse d'être un Etat sioniste, théocratique et raciste, et rende leurs droits aux Palestiniens. Et cela, seuls un tout autre rapport de forces, et une autre situation politique à l'intérieur de la communauté juive israélienne elle-même, le permettraient.

Aussi, les dirigeants des Etats arabes, pour peu que, par les bons offices de l'impérialisme américain et de leur « Plan Rogers », un compromis acceptable soit trouvé avec Israël, se laveraient-ils volontiers les mains du sort des Palestiniens. Bon an mal an, ceux-ci continueraient, comme par le passé, de fournir le thème des discours démagogiques de Nasser et autres.

Cela suppose, bien entendu, que lesdits Palestiniens acceptent de faire les frais d'un tel règlement. Ce n'est pas le cas. Aussi l'aboutissement du « plan Rogers » suppose-t-il, d'une manière ou d'une autre, l'élimination de ces gêneurs. C'est ce à quoi rêvent, depuis longtemps, le roi Hussein et les chefs de l'armée jordanienne, armée réactionnaire s'il en fût.

Mais Hussein doit compter avec le fait que 50 % de la population de la Jordanie est d'origine palestinienne, lui est hostile, et sympathise avec les commandos. D'où les hésitations du souverain hachémite et de ses bédouins d'engager une épreuve de force qui apparaîtrait fort aléatoire.

Mais quels que soient les rebondissements de la crise jordanienne, elle vient rappeler fort à propos que tout plan de paix au Moyen Orient devra tenir compte des droits légitimes du peuple arabe de Palestine qui, depuis plus de vingt ans, vit l'exil des camps de réfugiés et de ses organisations de combat.

André Frys.

BORDEAUX : le grand cirque (p. 4 et 5)

sommaire

EN FRANCE

• Politique intérieure
Pages 4 et 5

L'élection de Bordeaux :
— Le grand cirque.
— Pourquoi une candidature PSU ?
— Un programme révolutionnaire socialiste.
— Echos de la campagne.
Page 8

— Un Grenelle froid ? Séguy refroidit les travailleurs et réchauffe le cœur du patronat.

• Dans les entreprises
Page 9

— Roussel-Uclaf (Romainville) : on bricole avec la santé du personnel.
— Alsthom (Saint-Ouen) : on s'intoxique dans les ateliers.
Page 12
— Des patrons qui « s'intéressent » aux travailleurs.

• Discussions Lutte Ouvrière - Ligue Communiste
Page 8
— « Rouge », la Résistance et Tillon.

• Un siècle de démocratie bourgeoise
Pages 6 et 7
— Une naissance difficile.
— L'épopée coloniale : une des pages les plus sanglantes de l'histoire de la république bourgeoise.

DIVERS

Page 10

• Feuilleton
— « Huasipungo », de J. Icaza.
Page 11

• Critique
— Livre : « Le Pavillon des cancéreux », de A. Soljenitsyne.

A NOS LECTEURS

Le présent numéro de LUTTE OUVRIERE est le dernier qui paraît sur un nombre de pages réduit. A partir de la semaine prochaine LUTTE OUVRIERE REPARAITRA SUR 24 PAGES avec ses rubriques habituelles.

Nous remercions les lecteurs et sympathisants qui nous ont soutenus durant toute la période de vacances en assurant la vente et la diffusion de notre hebdomadaire.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois	30 F
	1 an	50 F
sous pli fermé :	6 mois	70 F
	1 an	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

BORDEAUX... BORDEAUX...

LE GRAND CIRQUE

J.-S.S. contre J.-C.D : combat de catch ou de pancrace ? Western ? Spectacle de cirque ? Les comparaisons fleurissent dans les colonnes des journaux de tous bords. Et il faut reconnaître que rarement, compétition électorale n'a mieux mérité le qualificatif de farce que celle qui se déroule actuellement à Bordeaux.

Les têtes d'affiche donnent le ton. Chaban-Delmas, Premier ministre à ses moments perdus, excellent tennisman, dit-on, honnête rugbyman, se considérant semble-t-il, come le propriétaire de la mairie de Bordeaux, est venu « défendre son fief ». Féodal, ne trouvez-vous pas ? Mais il n'est pas venu les mains vides. Il a sorti de son chapeau... une usine Ford. Le tour est classique, et c'est le même lapin qui sert à chaque fois : à Charleville, à Bordeaux, où après ? Souhaitons pour les illusionnistes de l'U.D.R. que la tournée ne soit pas trop longue et qu'il n'y ait pas trop d'élections partielles dans les mois qui viennent, le truc commence à s'éventer.

Jean-Jacques Servan-Schreiber moderne Zorro, parcourant le pays en tout sens sur son fidèle coursier marqué à la croix de Lorraine, est venu terrasser le dragon. Tel le chevalier Ajax .. il parade en survêtement blanc dans sa permanence bordelaise .. il caracole à grand bruit, afin que chacun sache, du modeste électeur au notable socialiste, conventionnel ou centriste, qu'il est là et bien là.

Le ridicule tue rarement en politique, cent ans de démocratie bourgeoise nous l'ont malheureusement démontré. Mais aujourd'hui, il semble qu'il soit devenu le meilleur procédé pour accéder à la « magistrature suprême », à la présidence de la République. Certes, la chose n'est pas nouvelle. De tous temps, les politiciens bourgeois ont sollicité les suffrages de leurs électeurs non pour défendre leurs intérêts, mais pour servir les capitalistes, leurs maîtres, en même temps que leur ambition propre. Mais rarement la chose était aussi étalée, rarement on avait traité les électeurs avec tant de mépris affiché.

Jusqu'alors, on s'était efforcé un tant soit peu de cultiver l'électoralisme mystificateur. Les électeurs étaient invités à élire « leur représentant », celui qui devait défendre leurs intérêts au Parlement. Cette fois, on ne fait même plus d'effort pour maintenir cette fiction, puisque des deux candidats qui ont le plus de chance d'être élu, aucun ne siégera au Parlement. Il est particulièrement croustillant, à ce propos, de rappeler que le scrutin uninominal avait été rétabli par la Cinquième République, afin de personnaliser la représentation parlementaire.

Mais en fin de compte, le peu ragoûtant spectacle que nous offrent JJSS et JCD — ne parlons pas par charité du farfelu candidat de la « gauche non communiste », le conventionnel Taïx — offre l'immense avantage de livrer au grand jour les ficelles, les combines, les stratagèmes qui d'habitude sont laissés dans l'ombre des coulisses, cachés par une façade de respectabilité.

Et ce n'est pas nous qui nous en plaindrons, car ainsi, pour une fois, les travailleurs pourrons voir cuisiner les plats qu'on leur sert à chaque élection. Et le spectacle est fort édifiant.

J.-P. VALI

Une des vedettes qui travaillent sans filet.

(Photo UPI)

LE CANDIDAT A-T-IL DROIT DE FAIRE CAMPAGNE ?

SAMEDI matin, le populaire marché des Capucins a été le théâtre d'incidents provoqués par l'intervention brutale des forces policières.

Alors que Gérard Barthélémy, candidat révolutionnaire présenté par Lutte Ouvrière **et la** Ligue Communiste **expliquait le sens de sa campagne, les policiers sont intervenus en nombre et sans ménagement pour confisquer la banderole électorale, exercer des pressions sur les vendeurs des journaux** Rouge **et** Lutte Ouvrière, **inquiéter les diffuseurs de tracts, tout cela malgré les protestations de la population.**

Le candidat révolutionnaire commenta alors devant les ménagères et les commerçants présents la raison de ces mesures. Alors que MM. Servan-Schreiber et Chaban-Delmas disposent de tous les moyens d'expression et peuvent se promener en toute liberté dans la ville entouré de leur nombreuse suite en créant maints embouteillages, il suffit que l'on veuille exprimer des idées révolutionnaires pour que la police intervienne. Certes, la partialité de la police n'est pas pour surprendre, les révolutionnaires savent bien que dans la société capitaliste, la police et l'armée n'ont qu'une mission, maintenir par la force le pouvoir d'une poignée de privilégiés qui s'engraissent sur le dos des travailleurs. Les idées révolutionnaires, la police les pourchasse à longueur d'année, en arrêtant vendeurs, colleurs d'affiches, alors qu'elle ignore naturellement toutes ces soi-disant infractions chaque fois qu'il s'agit des hommes de main des partis au pouvoir.

L'habitude a servi de seconde nature aux policiers de Bordeaux qui n'ont pas réalisé que pendant les élections il fallait au moins respecter les formes.

Après ces explications, et les interventions directes de quelques électeurs auprès de la police pour leur exprimer ce qu'ils pensaient de ces méthodes, un commissaire de police tenta vainement de disperser l'attroupement tout en refusant fermement de rendre la banderole « même si c'était légal ».

Le candidat décida alors, accompagné des vendeurs et des spectateurs de se rendre en cortège au poste de police des Capucins, pour réclamer enfin restitution. Sous l'œil approbateur des très nombreux Bordelais qui faisaient leur marché, et aux cris de « Liberté d'Expression », le cortège traversa la place du marché et se regroupa devant le commissariat. Après une demi-heure d'interventions diverses, et devant l'obstination des commissaires présents qui manifestaient leur fureur en s'en prenant aux envoyés de presse présents, le candidat décida de porter plainte devant le procureur de la République pour vol de banderole et obstruction à la campagne électorale.

Quelques heures plus tard, la police dûment chapitrée fit savoir par un communiqué de presse où elle tentait de se justifier, que la banderole était à la disposition du candidat. Une fois n'est pas coutume : elle était obligée pour cette fois de respecter sa propre légalité.

Correspondant L.O.

QUAND CHABAN SERRE DES MAINS RUE Ste-CATHERINE

LE métier de politicien bourgeois n'est pas sans servitudes, à en juger en tout cas par le spectacle que Servan-Schreiber et Chaban-Delmas ont donné aux Bordelais vendredi et samedi dernier. Ces beaux Messieurs se sont en effet imposé un « tour du propriétaire » de la deuxième circonscription, et, une fois n'est pas coutume, ont tenu à apparaître au sein de la foule des petites gens qui font leur marché dans la principale rue commerçante de Bordeaux, la rue Sainte-Catherine.

Samedi, Chaban, escorté d'un bon nombre d'anges gardiens aux épaules carrées et d'une foule de journalistes s'est taillé un petit succès dans le genre inauguration des chrysanthèmes et sucrage de fraises... L'essentiel du parcours du bon combattant parlementaire qu'il a appris à être s'est passé à embrasser les petites filles et les marchandes de quatre saisons, et à demander — sans attendre de réponse — à Monsieur Tout-le-Monde si « la famille allait bien »...

A en juger d'après bon nombre de réflexions à voix haute d'ouvriers ou de ménagères, tout ce cinéma n'était pas du goût de tout le monde... Qui demandait si le Premier Ministre n'allait pas acheter des savonnettes quand il entrait dans un grand magasin, et qui par un haussement d'épaules ou un sourire ironique manifestait son estime pour ce numéro de grand guignol.

Lorsque Gérard Barthélémy, le candidat révolutionnaire socialiste présenté par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste, interpella le Premier Ministre, au sortir d'un Monoprix, sur les conditions d'hygiène des quartiers pauvres de Bordeaux, et en particulier sur les énormes rats qui pullulent dans la partie ouvrière de la circonscription, devant l'ensemble des journalistes, tout ce que Chaban, pâle et presque verdâtre trouva à répondre, c'est « oui, ils sont longs comme le bras » !... Ce qui est une manière comme une autre de faire le bilan de vingt années de gestion municipale !...

Il ne s'était pas dégagé de la bousculade qu'au niveau des Nouvelles Galeries, une quarantaine de vendeurs de « Rouge » et de « Lutte Ouvrière » scandaient son passage de vigoureux « A bas les guignols ! » sous l'œil bon enfant de la population... Chaban ne pouvant plus se faire entendre, ses gorilles et ses quelques « supporters » professionnels tentèrent de répondre par des « Cha-ban, Chaban », qui restèrent sans aucun écho...

Il ne restait plus à notre Premier Ministre qu'à aller voir plus loin s'il trouvait quelque enfant en bas âge ou quelque douairière à embrasser, tandis que « l'Internationale » résonnait rue Sainte-Catherine...

Correspondant L.O.

BORDEAUX... BORDEAUX...

UN PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE SOCIALISTE

A BORDEAUX, on le sait, **Lutte Ouvrière** et **la Ligue Communiste** présentent la candidature de Gérard Barthélémy et Jean Métais.

On pourrait penser que des révolutionnaires socialistes n'ont rien à faire dans cette farce électorale. Et c'est d'ailleurs vrai, ils n'ont rien à y faire... sinon la dénoncer, et dénoncer du même coup la farce que constituent pour les travailleurs le parlementarisme et la pseudo-démocratie bourgeoise.

C'est la première tâche de Gérard Barthélémy, Jean Métais, **Lutte Ouvrière** et **la Ligue Communiste** à Bordeaux. Face à tous les candidats et tous les partis qui cultivent d'une façon ou d'une autre les illusions des électeurs sur les possibilités du bulletin de vote, notre campagne « électorale », si l'on peut dire, consiste à rappeler que les travailleurs n'ont rien à en attendre.

Non seulement le mode de scrutin, non seulement le découpage des circonscriptions (c'est particulièrement évident dans ce cas à Bordeaux) faussent complètement la représentation parlementaire du pays, mais de plus les députés sont en réalité complètement impuissants face aux capitalistes, aux banquiers, à ceux qui ont l'argent. Ce sont eux qui sont les vrais gouvernants. Elu à l'Assemblée Nationale, le seul rôle possible d'un militant ouvrier révolutionnaire serait de dénoncer les tripatouillages de la bourgeoisie et de ses représentants politiques, de dénoncer les injustices et l'exploitation, de se faire le porte-parole des revendications des travailleurs.

Mais il ne pourrait rien changer à rien. Pour cela il n'y a qu'une seule force efficace, celle des travailleurs eux-mêmes.

C'est bien ce que le candidat comme tous les militants **Lutte Ouvrière** qui participent à cette campagne entendent dire et répéter.

Mais nous entendons aussi profiter de celle-ci pour développer et faire connaître ce qu'est notre programme, ce qu'est le programme des révolutionnaires socialistes.

Et d'abord rappeler ce qu'est le socialisme pour nous, une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui n'a rien à voir, rien du tout, avec les dictatures policières de Prague ou de Moscou.

Rappeler que pour que cette société existe un jour la classe ouvrière devra d'abord renverser et abattre l'Etat des privilégiés et des exploiteurs, l'Etat des Chaban-Delmas et celui des Servan-Schreiber, pour mettre en place un Etat qui soit le sien et qu'elle contrôle effectivement. Un Etat qui sera un Etat « à bon marché », suivant l'expression de Marx à propos de la Commune de Paris, qui ne pillera pas les travailleurs pour donner aux privilégiés et les protéger, qui sera de l'intérêt de toutes les couches de la population laborieuse, non seulement de la classe ouvrière mais aussi des petits commerçants, des artisans, des petits paysans.

Voilà ce qu'est notre programme « électoral » à long terme.

Mais nous profiterons aussi de cette campagne pour défendre et réaffirmer aussi fort qu'il sera possible quelles sont les revendications immédiates des travailleurs qui sont aussi, du même coup, celles des révolutionnaires socialistes :

— un salaire minimum mensuel garanti qui ne soit pas un salaire de misère : 1.250 F semble aujourd'hui ce strict minimum ;

— un abaissement important du temps de travail et dans l'immédiat le retour aux quarante heures ;

— l'échelle mobile des salaires ;

— les libertés syndicales et politiques à l'usine, etc...

Nous profiterons aussi de cette campagne pour dénoncer la répression policière exercée par le pouvoir des Chaban-Delmas et Pompidou. Celle d'abord qui s'exerce contre toutes les couches de la population laborieuse : ouvriers, paysans, commerçants, artisans, étudiants, dès qu'elles manifestent leur mécontentement. Celle aussi qui s'exerce contre ceux qui entendent changer cette société, les militants révolutionnaires emprisonnés pour avoir lutter contre le système d'abrutissement de l'armée bourgeoise ou tout simplement pour avoir exprimé leur opinion politique comme c'est le cas pour les militants de la Cause du peuple.

Nous profiterons enfin de cette campagne pour affirmer notre idéal internationaliste, l'idéal du mouvement socialiste et révolutionnaire, l'idéal du mouvement ouvrier, renié depuis longtemps par les vieux partis soi-disant ouvriers ou socialistes, que ce soit le parti socialiste ou le parti communiste. Nous réclamons l'égalité des droits politiques ou autres pour les travailleurs immigrés dans ce pays. Nous sommes solidaires de tous ceux qui luttent contre l'oppression à travers le monde, que ce soit les peuples d'Indochine contre l'impérialisme américain ou le peuple tchécoslovaque sous la botte russe. Nous considérons comme notre premier devoir de lutter contre notre propre impérialisme, d'exiger le retrait des troupes françaises du Tchad, de soutenir le droit à l'indépendance des territoires et prétendus départements d'outre-mer.

Voilà ce que nous avons à dire aux travailleurs et à tous à travers ces élections de Bordeaux. Seuls des révolutionnaires socialistes peuvent défendre un tel programme. C'est cela qui justifie notre participation à cette élection.

Jacques MORAND.

Pourquoi une candidature PSU ?

C'EST la question qu'ont dû se poser beaucoup de militants et sympathisants «gauchistes» lorsqu'a été confirmé, le jour même de la clôture du dépôt des candidatures, qu'il y aurait une candidate PSU à côté d'un candidat révolutionnaire présenté par Lutte Ouvrière *et* La Ligue Communiste.

Jusqu'au dernier moment pourtant, le PSU, qui avait lui-même proposé d'envisager une candidature commune, fit mine d'en étudier sérieusement la possibilité. Pour finalement la refuser sous le prétexte que la Ligue Communiste et nous-mêmes sommes en pourparlers en vue d'une fusion éventuelle.

Que ce soit un prétexte, c'est évident. Quiconque suit avec un tant soit peu d'attention les rapports internes de l'extrême-gauche révolutionnaire de ce pays ne peut manquer d'en être convaincu.

Prétexte, puisque le PSU, sans faire état de cette « objection », mit au départ un autre préalable : celui d'un accord des trois organisations sur le principe d'un désistement en faveur du PCF au second tour. Ce préalable pouvait paraître sinon entièrement justifié, du moins compréhensible. Le PSU ne voulait pas, disaient ses dirigeants, voir se renouveler ce qui s'était passé lors de l'élection récente dans le douzième arrondissement de Paris, où les organisations révolutionnaires qui présentaient un candidat commun n'avaient pas réussi à se mettre d'accord sur l'attitude à adopter au second tour. Nous ne tenions pas spécialement nous-mêmes à étaler les inconséquences du mouvement révolutionnaire.

Ce préalable fut levé. La Ligue Communiste, qui considère, comme nous-mêmes d'ailleurs, qu'il s'agit d'une question tactique, acceptait d'avance, dans ce cas précis, le principe d'un désistement en faveur du PCF.

Prétexte surtout, puisque les pourparlers de fusion entre la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière étaient entamés bien avant l'élection du douzième arrondissement et la discussion publiquement menée.

La négociation entre nos deux groupes et la position des uns et des autres sur le centralisme démocratique et la Quatrième Internationale étaient donc connues des dirigeants du PSU. Ils n'ont nullement été embarrasés pourtant par notre appui à la candidature de Philippe Simon, secrétaire de la Fédération PSU de Paris. Le PSU ne serait-il gêné par les compromis que lorsqu'ils ne lui profitent pas directement ?

Prétexte enfin puisque le PSU, avant de proposer à Bordeaux une candidature unique aux groupes révolutionnaires fit d'abord cette même proposition au PCF. Celui-ci ayant remis le PSU à sa place, les partisans de Rocard se sont alors tournés vers nous.

Mais si l'appui du PSU à une candidature commune présentée par lui et nous devait apparaître comme une caution donnée par lui à nos conceptions sur le centralisme démocratique et la Quatrième Internationale, ne craignait-il donc pas de cautionner les conceptions du PCF, conceptions qu'il prétend aussi éloignées, sinon plus, des siennes que les nôtres ? Ne craint-il pas de le faire en annonçant d'avance et sans condition, son désistement en faveur du PCF au second tour ?

Non décidément, les raisons du PSU ne tiennent pas. Il est évident qu'un accord sur une action précise et limitée quelconque, n'entraîne aucune caution de la part d'un partenaire sur toutes les positions de l'autre. A fortiori dans une élection législative comme celle de Bordeaux où il va sans dire que le programme commun que nous pouvions y défendre n'avait à s'occuper ni du régime interne du futur parti révolutionnaire ni encore moins, de la Quatrième Internationale.

En fait, ce qui nous apparaît bien plus clairement dans cette affaire, c'est la conception de « l'alliance » que le PSU propose aux groupes révolutionnaires. Une conception qui ne lui permet d'accepter l'action commune que lorsque lui-même apparaît comme la force dirigeante et les autres en subordonnés.

C'est là une « alliance » qu'aucun révolutionnaire sérieux ne peut accepter et qui n'est pas plus justifiée par le rapport des forces que par quoi que ce soit. Dans ce cas, il doit être bien clair en tous cas que nous, qui sommes des partisans déterminés de l'unité d'action de l'extrême-gauche, et qui l'avons prouvé à maintes reprises, nous ne marchons pas.

Mais que pensent donc les militant révolutionnaires du PSU de l'attitude de leur parti ?

J.M.

TOUT S'ACHÈTE... MÊME L'INFORMATION

Si les guignols qui s'affrontent dans la farce bordelaise n'ont pas fini de nous faire sourire, on leur doit aussi d'avoir fait lever un coin du voile qui, d'ordinaire, couvre pudiquement les dessous de la propagande officielle.

Ainsi, on a appris que la majorité craignait de voir J.J.S.S. devenir patron de RTL (Radio Luxembourg) et donc d'utiliser cette station radiophonique pour les seuls buts de sa politique.

Comment est-ce possible dans un pays dit démocratique et où on nous assure l'objectivité de la presse écrite et parlée ?

Cela est tout simple. Il suffit de savoir que la Compagnie des Compteurs (trust de l'électronique), l'un des principaux actionnaires de RTL, est passé depuis un an sous la coupe du trust Schlumberger dont le président est M. Riboud. Or ce M. Riboud est membre de la Société de développement lorraine créée lors de l'élection de Nancy par M. J.-J. Servan-Schreiber. Comme, d'autre part, M. Riboud est un ami du député de Nancy... le tour est joué : les actionnaires n'ont plus qu'à vendre à J.J.S.S. un bon lot d'actions, pour qu'il devienne majoritaire au sein de la société d'émission.

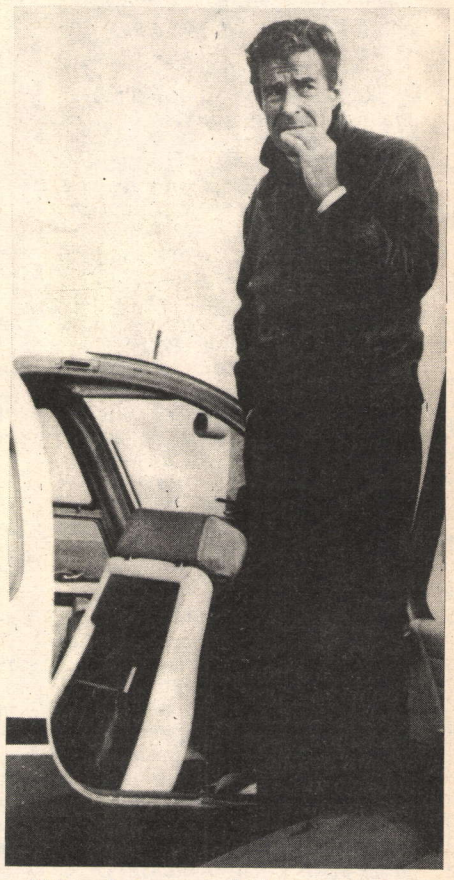
Voilà comment les puissants de cette « nouvelle société » peuvent s'acheter une station radio qui, en plus de vanter leurs « mérites », peut filtrer et présenter l'actualité à leur goût.

Il paraît cependant que le gouvernement n'a rien à craindre. Les actionnaires de RTL n'auraient aucune envie de vendre « leur poule aux œufs d'or ». La société Radio Télé Luxembourg est la plus grosse entreprise privée d'Europe Continentale, son chiffre d'affaires s'élève à 140 milliards d'anciens francs et ses bénéfices à 14 milliards !

Quoi qu'il en soit, la majorité est inquiète. Pensez donc, l'Etat est majoritaire à l'ORTF dont il possède le monopole, il sait quels services peut rendre le fait d'avoir la presse parlée à sa merci.

Ainsi, de l'usine au gouvernement et du poste de radio à l'écran de télévision, ce sont toujours les mêmes qui tirent les ficelles. Quand, en tant que patrons des usines, des bureaux... etc., ils ont fini d'exploiter au travail la majorité de la population, ils l'intoxiquent en tant que propriétaires des chaînes radiophoniques et télévisées par leurs informations revues et corrigées.

Ceci peut nous faire mesurer plus que tout autre argutie les limites de la « liberté » d'opinion dans la démocratie des gros sous.



Mais qu'est-ce que j'ai bien pu oublier d'acheter ?

(A.F.P.)

Lors d'une grève des ouvriers des chemins de fer en 1910, l'armée de la République au service des patrons.

(Violet)

Un siècle de

VENDREDI dernier, à l'endroit même où un siècle plus tôt, Gambetta avait proclamé la naissance d'une nouvelle République, M. Chaban-Delmas s'efforçait à son tour à l'éloquence, dans le plus pur style « Liberté-Egalité-Fraternité », agrémenté des termes à la mode de « Concertation » et de « Participation », pour célébrer à la fois cet anniversaire et les mérites des institutions gaullistes.

A entendre ce discours, et bien d'autres prononcés en la circonstance, on aurait cru relire les pages des livres d'histoire, ou des traités d'instruction civique de l'école primaire, consacrés à la « grande œuvre civilisatrice de la République Française ».

La silhouette, la voix et le style du Premier Ministre ne rappellent pourtant que de fort loin ceux du leader radical qui, le 4 septembre 1870, s'adressait au peuple parisien, et le mythe des grands ancêtres républicains aidant, certains étaient peut-être tentés de crier à l'usurpation. Ils auraient, cependant, eu bien tort, car dégagée des voiles de la légende, la République de Gambetta... et de M. Thiers, apparaît comme le digne prédécesseur de la Cinquième du nom.

Bien des événements se sont déroulés depuis ce 4 septembre 1870. Les hommes politiques et les partis ont changé. Les institutions ont été modifiées à plusieurs reprises. Mais pour l'essentiel, le régime est resté égal à lui-même. Sous une forme plus ou moins démocratique, suivant les circonstances, il n'a cessé de représenter les intérêts, et le pouvoir de fait de la grande bourgeoisie. Et en cela, il ne faisait que poursuivre l'œuvre de l'Empire auquel il succédait.

A peine plus de six mois après sa proclamation, la République s'attaquait de front aux travailleurs parisiens et essayait de les désarmer. La répression contre la Commune de Paris insurgée fut atroce : 30.000 morts, des dizaines de milliers de blessés, auxquels il allait bientôt falloir ajouter les martyrs fusillés à Satory, et les 10.000 communards déportés en Nouvelle-Calédonie.

« Le sol est jonché de leurs cadavres, ce spectacle affreux leur servira de leçon », jubilait alors M. Thiers, le sinistre vieillard qu'on présente aux enfants des écoles sous les traits d'un respectable patriarche, du « libérateur du territoire ».

Née dans le sang ouvrier, la République bourgeoise ne devait jamais démentir ses origines, et si, dans notre pays, l'ampleur des massacres de la Commune reste inégalée, les noms de Fourmies, de Draveil, de Clichy et, plus près de nous, de Charonne et de Sochaux, sont là pour

UNE NAISSANCE DIFFICILE

« Le gouvernement de la défense nationale ». De gauche à droite : Crémieux, le général Le Flo, E. Picard, amiral Fourrichon, J. Favre, le général Trochu, Gambetta, Dorian, J.-S. Simon et Magnin. (A.F.P)

SI la tradition fait remonter la naissance de la Troisième République au 4 septembre 1870, il s'agit là, en vérité, d'un véritable tour de passe-passe historique, effaçant les années de compromis, d'incertitudes et d'attentes qui succédèrent à l'écroulement militaire de l'Empire. En fait, on pourrait aussi bien dater la naissance de la Troisième République de 1875, voire de 1877 ou de 1879. Et s'il nous paraît important de rappeler ces faits, ce n'est pas pour discuter un point d'histoire contestable, c'est parce que la difficile naissance de la Troisième République illustre bien ce qu'elle fut.

La journée du 4 septembre 1870 apparaît dans tous les manuels d'histoire comme une image d'Epinal : à l'annonce de la défaite de Sedan, le peuple de Paris descend dans la rue. Gambetta, du haut du balcon de l'Hôtel de Ville proclame la République. Point final.

En fait, à cette effervescence effective des masses parisiennes, il faudrait ajouter l'inquiétude des politiciens de toutes sortes, de droite ou de gauche, monarchistes, bonapartistes ou républicains, qui s'inquiètent des conséquences de la vacance du pouvoir ouverte par la défaite de Sedan, et la capture de l'Empereur.

L'intervention de Gambetta, au balcon de l'Hôtel de Ville n'est qu'une tentative, réussie d'ailleurs, pour prendre de vitesse l'opposition révolutionnaire, tentative qui reçut l'appui de la quasi-unanimité des hommes politiques bourgeois. Le Gouvernement de la Défense Nationale, présidé par le général Trochu, dont Gambetta annonçait ainsi la naissance, se donnait bien plus pour but de maintenir l'ordre bourgeois, que de mener la lutte contre les armées prussiennes qui approchaient de Paris.

Mais la guerre terminée, la Commune de Paris écrasée, tous les hommes politiques réactionnaires qui avaient accepté la proclamation de la République, le 4 septembre, pour parer au plus pressé, réexaminèrent leur position. L'Assemblée Nationale de Bordeaux comptait 400 royalistes contre 200 républicains. Le 21 août 1871, la loi Rivet renouvellait le mandat de Thiers à une présidence de la République qui n'existait dans aucun texte constitutionnel, mais la droite royaliste n'était absolument pas prête à reconnaître la République.

Au fur et à mesure que les mois passaient, la restauration de la monarchie apparaissait de plus en plus à l'ordre du jour. Les deux tendances royalistes, légitimistes et orléanistes, se réconciliaient même sur le nom du comte de Chambord qui n'ayant pas d'enfant, instituait son ex-rival comme héritier. Thiers, partisan d'une république conservatrice, était finalement « débarqué » le 24 mai 1873 et remplacé comme « Président de la République » par le général Mac-Mahon, ancien commandant en chef des armées versaillaises et monarchiste convaincu.

Les tentatives de restauration se touvaient cependant freinées par les prétentions du comte de Chambord qui voulait entre autres choses, imposer le drapeau blanc (« le drapeau de Henri IV »), ce que Mac-Mahon lui-même considérait comme une folie (« Les chassepots partiraient tout seuls », devait-il dire à ce propos).

Les monarchistes voulaient avant tout gagner du temps, espérant que le prétendant, ou son successeur, finirait par se montrer plus raisonnable. Le duc de Broglie, chef du gouvernement, voulait « assurer au maréchal de Mac Mahon le pouvoir exécutif pour un long délai, sans déterminer le caractère de ce pouvoir ».

Cependant, l'attente ne pouvait se prolonger indéfiniment, et c'est finalement cette chambre à majorité royaliste qui finit, faute de pouvoir mettre en place un régime correspondant mieux à ses aspirations, par institutionaliser la République.

Encore cela ne se fit-il que par la bande, à la sauvette pourrait-on dire, et non triomphalement. La République fit en effet son entrée officielle dans un amendement à un projet de loi, dit amendement Wallon, du nom de son auteur, consacré à « l'organisation des pouvoirs de la République ». L'amendement Wallon ne fut adopté qu'à une seule voix de majorité (353 contre 352). C'était en 1875, cinq ans après la fameuse « proclamation » de la République par Gambetta.

La Chambre des députés ne sera vraiment à majorité républicaine qu'après les élections de 1876, et le Sénat qu'en 1879, date à laquelle la République française eut enfin un président républicain, Jules Grévy succédant à Mac Mahon.

La Troisième République naquit ainsi comme l'œuvre de monarchistes incapables de se trouver ou d'imposer un roi. Quelques décennies plus tard, le maurassien de Gaulle «réinstallant» la République en 1944, la « rénovant » en 1958, sera bien dans la tradition.

Nicole BLETTRY

L'ÉPO

Une des p l'histoire

LA colonisation, c'est le vol c'est le pillage, c'est le meurtre, ce sont des crimes commis contre de paisibles populations, pour le profit d'une poignée de capitalistes, avides de gains. »

Cette dénonciation de Jules Guesde s'appliquait à la IIIe République qui s'illustra en matière coloniale par une violence sans nom, et réussit à ce prix à tailler un empire à la mesure de la convoitise de la bourgeoisie française.

Dès 1871, en Algérie, la République put montrer qu'elle n'aurait aucun scrupule à poursuivre la conquête, de ces prédécesseurs. Devant une révolte qui éclata chez les paysans kabyles contre l'oppression croissante des colons, Thiers envoya ses instructions : « Agir en Algérie comme à l'égard de la Commune ». Et ceux qui échappèrent aux fusils furent condamnés par les nouvelles Cours d'Assises à aller rejoindre les Communards dans les bagnes de Nouvelle-Calédonie.

Avec l'arrivée au pouvoir, en 1879, du parti républicain, débute la période d'expansion du colonialisme ouvertement préconisé par Jules Ferry.

Dans tous les coins du monde des missions furent envoyées par le gouvernement à la découverte de territoires à s'approprier. La théorie de Jules Ferry était claire : « On parle d'aventure, ce n'est point là la politique coloniale, mais sa caricature. A une nation comme la France, à un pays vieux, entouré de concurrents aussi anciens que lui, s'impose la nécessité de s'ouvrir de nouveaux débouchés. Il doit le faire, par la paix, s'il le peut, par la force s'il le faut. »

Le Tonkin, la Tunisie, le Maroc furent réduits par la force et achetés par des traités inégaux signés avec les monarchies existantes. En avril 1881, une expédition de trente mille hommes imposa

démocratie bourgeoise

nous rappeler que ce sont toujours contre les poitrines des travailleurs que se tournent les fusils de ses gendarmes.

Fusilleuse de travailleurs, la République bourgeoise dont on fête en ce moment le centenaire voit aussi à son actif de nombreux massacres de peuples coloniaux, tant durant les guerres de conquête des années 1870-1912, que durant la « décolonisation ».

M. Marcellin, autre digne représentant de la Cinquième République, invoqua, en juin 1968, pour dissoudre un certain nombre d'organisations révolutionnaires, l'atteinte à « l'ordre républicain ». Il s'agit bien évidemment là d'un triste jeu de mot, aucun révolutionnaire n'étant bien entendu, tout au contraire, opposé à une forme républicaine du pouvoir, et le socialisme étant même la seule conception conséquente de la république, au sens étymologique du terme (res publica, la chose publique).

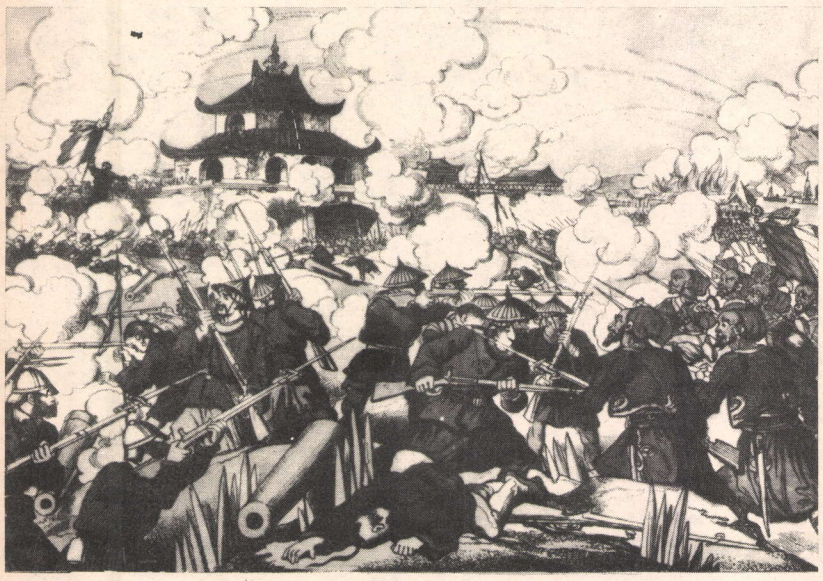
Mais c'est vrai, par contre, que l'anniversaire du 4 septembre 1870 nous laisse indifférent, parce que ce fut la naissance de « leur » république, de celle des fusilleurs d'ouvriers. Et que celle pour laquelle nous nous battons, nous, c'est la « Sociale » pour laquelle tombèrent tant de travailleurs parisiens, la république « de la justice et du travail » que chantait, au lendemain de la défaite de la Commune, Jean-Baptiste Clément, la république des Conseils ouvriers.

F. D.

PÉE COLONIALE

ages les plus sanglantes de de la République bourgeoise

Cent ans après... Une caricature on ne peut plus d'actualité !



La prise de Sontay, durant la guerre du Tonkin en 1833, vue par l'imagerie d'Epinal de l'époque. La légende précise : « ...la colonne d'assaut s'élança, renversant tout devant elle, et ne faisant aucun quartier. »
(Violet)

le protectorat français au bey de Tunis. Le prétexte de l'invasion était d'assurer la sécurité des populations algériennes ! Le Tonkin fut attaqué à plusieurs reprises avant l'envoi en 1884 de quinze mille hommes qui s'enfoncèrent jusqu'en Chine.

Mais c'est dans les vastes territoires de l'Afrique dévastés par des bandes armées, laissées à elles-mêmes, sans contrôle et en quête de butins, que les massacres et la cruauté atteinrent leur maximum.

Un membre de la mission Marchand, qui traversa l'Afrique et occupa Fachoda, raconte comment tous les porteurs indigènes réquisitionnés par la force, quand ils essayaient de s'échapper, étaient exterminés. « Il était bien difficile de tuer tout le monde », conclut-il.

Pendant la conquête du Soudan, la mission Voulet-Chanoine mit le pays à feu et à sang. Des villages entiers ne connaissant pas les armes à feu furent exterminés. Les tirailleurs noirs employés à la conquête rivalisaient dans les chasses à l'homme, l'extermination des blessés. C'était à qui aurait le plus grand nombre de victimes. L'usage fut généralisé de couper les mains des cadavres. « S'il fallait les croire sur parole, déclarait un officier, ils auraient tués tous les habitants. » Les épargnés étaient enchaînés et vendus comme esclaves. En fait, les atrocités commises au Soudan furent telles qu'elles provoquèrent un scandale : le lieutenant-colonel Klobb et Meynier furent envoyés pour arrêter la mission et relever les chefs de leurs fonctions. Mais, en arrivant, ils

Vincent Auriol, président de la IV[e] République à l'Institut d'Afrique Noire de Dakar. (Violet)

furent fusillés par ceux-ci.

Tombouctou devint un centre de la traite des Noirs et les colons reprirent à leur compte le négoce des chefs locaux.

Enfin à Madagascar, le gouvernement lança une expédition de trente mille hommes. Décimés par la maladie, quatre mille soldats périrent. Mais la reine Ranavalo ne put qu'accepter le Protectorat. En fait, la population s'insurgea et en 1896, le général Gallieni alla pacifier l'île par la manière forte. La reine fut déportée, deux ministres choisis au hasard fusillés et les Novas, les seuls agriculteurs de l'île, furent écrasés. La richesse de l'île était ruinée par la conquête.

Ce sont tous ces événements que la III[e] République encensa sous les noms de mission civilisatrice, développement de la culture et grandeur de la France. Pas un endroit où la civilisation n'apparut aux populations colonisées comme la ruine, les massacres, l'inégalité et la misère.

Aujourd'hui, il ne reste à la France que les quatre « départements d'outre-mer » (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion), Djibouti, les territoires de la Polynésie et de la Nouvelle-Calédonie.

Gendarmes et C.R.S. y restent fidèles à l'esprit de la « mission civilisatrice de la France ».

Dominique Léger.

DISCUSSION LUTTE OUVRIERE - LIGUE COMMUNISTE

« Rouge », la Résistance et Tilllon

DANS le numéro 104 de Lutte Ouvrière, nous critiquions encore une fois l'attitude de Rouge et de la Ligue vis-à-vis de Charles Tillon. Nous reprochions à la Ligue d'encenser Tillon auprès des jeunes militants et, par la même occasion, de parer de vertus révolutionnaires la Résistance à laquelle Tillon prit une si large part.

Dans le numéro 77 de Rouge, un article, signé Niémetz, prétendait répondre politiquement en se gardant bien de répondre sur le fond et en se contentant de qualificatifs à notre égard du genre « ignorance crasse », « étroitesse de vue éminemment bureaucratique », etc. Il ne nous serait absolument pas venu à l'esprit de répondre à un tel article, si celui-ci n'avait été mis en cause dans le numéro 78 de Rouge par Pierre Frank. Pierre Frank reconnaît que « la forme de l'article était exécrable et, de ce fait, nuisait à la démonstration qu'il voulait faire ». Mais nous sommes désolés de contredire P. Frank, si nous avons trouvé la forme exécrable, nous n'avons trouvé aucune trace de démonstration quant à notre propos. Et la réponse de P. Frank se contente de tenter de justifier ce que nous avons appelé l'attitude pour le moins ambiguë de la section française de la IVe Internationale de l'époque vis-à-vis de cette même Résistance.

Le problème n'est pas là. Le problème que nous soulevons, c'est l'attitude actuelle de la Ligue vis-à-vis de la Résistance et de Tillon. Quand nous trouvons dans la presse de la Ligue, cité à l'actif du passé révolutionnaire de Tillon, son rôle dirigeant dans la Résistance, nous disons, nous, que c'est là de l'opportunisme, parce que cela revient pour les jeunes générations à considérer la Résistance — qui n'était en fait que la participation à l'Union Sacrée des Alliés — comme une attitude révolutionnaire.

Sur le texte même de P. Frank qui justifie ce que nous avons appelé « l'ambiguïté » du PCI lors de la deuxième guerre mondiale vis-à-vis de cette Résistance, par la nécessité de défendre l'URSS, nous sommes sur le fond d'accord avec lui. Nous n'eussions pas été d'accord que nous aurions parlé de trahison au même titre que nous en parlons à propos des staliniens dont Tillon. Nous parlons « d'ambiguïté », parce que lorsque la Vérité titrait « Au secours des gars du maquis », ou publiait après la guerre, lorsque l'URSS occupait la moitié de l'Europe, une brochure que nous tenons à la disposition des jeunes militants ou des anciens qui voudraient se rafraîchir la mémoire (« La lutte des trotskystes sous la terreur nazie »), est-ce que les lecteurs pouvaient distinguer clairement que c'était pour aider l'Etat ouvrier contre l'impérialisme allemand sans se placer moralement et idéologiquement aux côtés des impérialistes alliés ?

Il y a une différence entre soutenir de fait des actions dirigées contre l'armée impérialiste allemande et soutenir politiquement et moralement la Résistance avec ce qu'elle implique. Comme il y a une différence entre le soutien que des révolutionnaires pourraient apporter à Tillon dans sa lutte contre l'appareil bureaucratique stalinien, et le fait de parer le même Tillon de vertus révolutionnaires qu'il n'a pas et d'ailleurs, pour certaines, ne prétend pas avoir.

Et répétons-le, Frank répond à une phrase d'un article d'une page sur l'attitude actuelle de la Ligue et c'est sur l'attitude actuelle que nous voudrions discuter.

Bien entendu, nous sommes prêts aussi à discuter le passé. Nous le souhaitons même vivement et nous rappelons à P. Frank qu'il n'ignore pas les positions défendues par notre tendance dans ses publications durant la guerre (il y a eu même à ce sujet échange de correspondance entre le PCI et nous). Quant à Niémetz, nous voulons bien croire qu'il les ignore, il n'a probablement pas vécu cette période et son style « exécrable » montre qu'il préfère écrire que s'informer.

Oui, comme le dit P. Frank, ces questions-là et bien d'autres sont complexes, mais ce que nous reprochons à la Ligue c'est d'avoir trop de jeunes camarades qui les traitent de façon superficielle et trop d'anciens qui ne s'aperçoivent de leurs erreurs qu'avec des années de retard.

Notre problème ce n'est pas que la IVe Internationale ait publié il y a quelques mois une autocritique sur sa position lors de la guerre d'Algérie, notre problème n'est pas que la IVe ait publié en 44 une autocritique sur les erreurs de certains militants ou dirigeants en 1940, notre problème, c'est de pouvoir avoir des discussions sérieuses et non des échanges d'injures, c'est de pouvoir échanger des idées dans une organisation qui ne ferme pas la bouche aux opposants par l'application arbitraire d'un centralisme pseudo-démocratique ; notre problème n'est pas tant de savoir si la IVe a reconnu des erreurs lorsqu'il était trop tard pour les corriger ; notre problème, c'est que l'attitude actuelle de la Ligue vis-à-vis de Tillon est erronée et que c'est maintenant et non dans cinq ans qu'il faut le reconnaître.

Lutte Ouvrière.

Georges Séguy refroidit les ouvriers combattifs mais réchauffe le cœur du Patronat et du Gouvernement

QUE la hausse des prix se soit encore accélérée pendant les congés, que les impôts de plus en plus lourds frappent chaque année un nombre plus grand de familles aux ressources de plus en plus faibles, que plus de deux ans après mai 68 la réduction « progressive » de la semaine de travail se soit limitée à ramener la moyenne hebdomadaire de 46 heures à 45,4 heures (alors que les cadences n'ont cessé d'augmenter), voilà bien des raisons parmi tant d'autres qui justifieraient la préparation par les syndicats d'un « automne chaud ».

C'est pourtant d'un « Grenelle à froid » que le dirigeant de l'organisation ouvrière se disant la plus représentative, Georges Seguy, vient de parler.

Et ce faisant, ce n'est pas aux travailleurs qu'il s'est adressé, mais aux patrons et au gouvernement. Comme si le souci de la principale centrale syndicale devait être identique à ceux-ci : éviter les mouvements de la classe ouvrière et mouiller la poudre avant qu'elle n'explose.

La CGT et les autres syndicats ne risquent pas d'ailleurs d'être accusés de réclamer la lune.

En ce qui concerne les augmentations de salaires, l'accent est mis sur le secteur public, et si l'on en juge par les revendications mises en avant à la SNCF (de l'ordre de 2 % revendiqués plus l'avancement de quelques semaines d'une augmentation de 3 % prévue), il n'y a rien qui risque d'attiser l'enthousiasme à la lutte. De même pour le salaire minimum à 1.000 F qui ne concerne pas les ouvriers de la plupart des grosses entreprises, des secteurs les plus concentrés, les plus organisés et donc les plus à même d'entamer une lutte et de la rendre payante.

Quant à l'« accélération de la diminution progressive du temps de travail », (formule de la CGT), voilà qui est destiné comme les autres revendications à susciter des discussions autour du tapis vert bien plus que des grèves ou des manifestations.

L'attitude de Georges Séguy est par conséquent à la mesure des objectifs que son organisation fixe à la classe ouvrière. Un dirigeant ouvrier conscient et digne des perspectives historiques de sa classe, devrait contribuer à la préparation morale des travailleurs à la lutte, car sans cette dernière rien ne peut être obtenu, pas même des « Grenelle » (de sinistre mémoire pour bien des ouvriers parmi les plus combatifs de « mai 68 » d'ailleurs). Au lieu de cela, c'est en observateur peiné de luttes possibles, que Séguy prodigue ses conseils au patronat et au gouvernement.

Dans ces conditions, si les travailleurs laissent l'initiative et les rênes aux actuelles directions ouvrières, nul doute que la « rentrée sociale » de 1970 ne se passe dans le calme.

Mais rien ne prouve que patronat, gouvernement et dirigeants syndicaux pourront amener la classe ouvrière à cette soumission silencieuse devant la dégradation de ses conditions d'existence.

Jean LAMARCK.

La grève de la faim des gauchistes emprisonnés

LE 1er septembre, trente jeunes gauchistes emprisonnés à Fresnes, à la Santé et à la Petite Roquette ont entamé une grève de la faim pour la reconnaissance du régime politique à tous leurs camarades. En effet, une centaine de personnes sont aujourd'hui emprisonnées dans les prisons françaises pour délit d'opinion « gauchiste ». Bien entendu, officiellement, la grande majorité d'entre eux ne sont pas reconnus comme tels et relèvent de la correctionnelle et du régime de droit commun pour « violences à agents » ou « dégradations de monuments publics ». (C'est ainsi que Michel Julien fut condamné le 25 juin dernier à cinq mois de prison pour avoir tracé un slogan sur le pont de Choisy ! Les nervis de l'U.D.R. qui barbouillent au vu et su de toutes les autorités ponts et édifices publics de tous genres n'ont, quant à eux, jamais été inquiétés.) Evidemment, un pays « démocratique » comme la France préfère maquiller la répression qu'elle exerce contre les révolutionnaires sous des inculpations de droit commun. Et c'est ce contre quoi protestent les grévistes. S'il existe en France un « régime spécial » à la discrétion du Garde des Sceaux qu'il utilise à son gré et selon son choix le régime pénitenciaire politique n'existe pas. En demandant l'application du régime « spécial » à tous les gauchistes emprisonnés en réalité pour délit d'opinion, ceux qui font la grève de la faim ne « demandent pas des privilèges » comme l'a déclaré avec cynisme le ministère de la Justice. Mais la reconnaissance du régime pénitenciaire politique qui n'est qu'une garantie démocratique élémentaire. Et le gouvernement français peut refuser de reconnaître qu'il fait des procès politiques, il n'en sera pas plus démocratique pour autant.

UN COMMUNIQUÉ DU SECOURS ROUGE

Communiqué du Secours Rouge sur le sens attribué à leur action par les détenus eux-mêmes :

« Nous réclamons la reconnaissance effective de notre qualité de détenus politiques. Nous ne revendiquons pas pour autant des privilèges par rapport aux détenus dits « de droit commun » : à nos yeux, ils sont des victimes d'un système social qui, après les avoir produits, se refuse à les rééduquer et se contente de les avilir et de les rejeter. Bien plus, nous voulons que notre combat, dénonçant le scandaleux régime actuel des prisons, serve à tous les prisonniers.

« En réclamant cette reconnaissance de notre qualité de détenus politiques, nous ne faisons qu'exiger le maintien d'une tradition arrachée par les luttes et les sacrifices du passé.

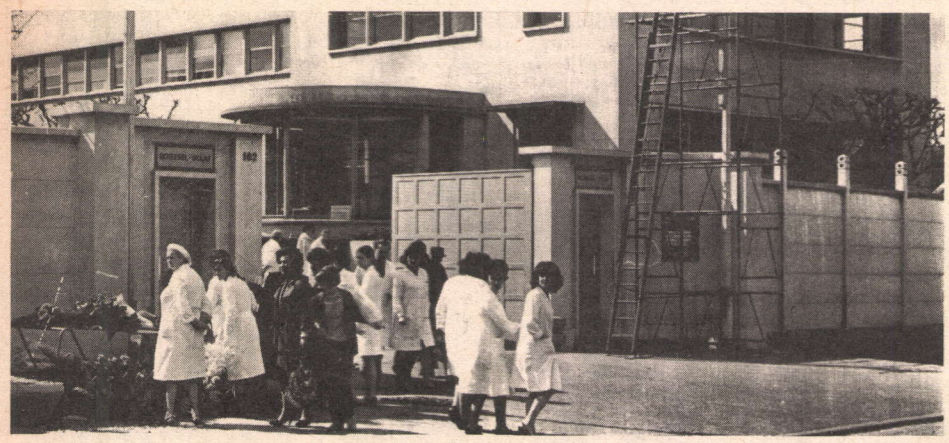
« Force est de constater en effet que le régime actuel n'a cessé de réduire les droits reconnus par cette tradition, sous prétexte de ne pas vouloir reconnaître l'existence même de détenus politiques dans les prisons d'Etat.

« En aucun cas une telle démarche ne signifie une acceptation du principe même de notre détention. Nous affirmons que nous continuons et que nous continuerons à lutter dans le camp du peuple, contre ce régime qui se réclame de la participation et pratique la répression et l'oppression. »

Le Secours Rouge *appelle enfin « tous les militants et les mouvements qui luttent contre la répression à soutenir l'action des camarades emprisonnés et à développer une campagne populaire de lutte contre le régime actuel des prisons. »*

ROUSSEL-UCLAF (Romainville) :

ON BRICOLE AVEC LA SANTÉ DU PERSONNEL



(Photo L.O.)

Au secteur 4606 depuis une semaine un appareil à ultra-sons vient d'être mis en service. Celui-ci est à l'essai pour trois semaines.

En une semaine cet appareil a beaucoup voyagé : la démonstration ayant eu lieu dans le laboratoire tout le personnel y travaillant a eu droit à sa dose d'ultra-sons.

Le sifflement étant vraiment trop gênant l'appareil a été transporté dans le petit labo secteur 4608 qui sert de bureau à la chef de service. Celle-ci étant importunée par le sifflement émigra à la bibliothèque, laissant la manipulatrice effectuer les premiers essais sans aucune protection. Puis on se décida à faire confectionner une « coiffe » en polystyrène expansé, celle-ci étant simplement posée sur l'appareil le sifflement est toujours aussi intense, la chef de service émigra alors dans le bureau du sous-directeur.

Le lendemain, celle-ci voulant retrouver le calme dans son labo, l'appareil fut transporté dans la pièce où se trouvent deux shakers. Pour la mise en marche et l'arrêt de l'appareil la manipulatrice n'a aucune protection sur les oreilles et elle en fait profiter tout le labo en ouvrant la porte quand elle sort et rentre dans la pièce. De plus, il ne faut surtout pas avoir besoin d'un poudrier pendant que l'appareil est en marche.

Il faut dire que la manipulatrice actuelle, cadre nouveau dans le service et qui cherche à s'y faire sa place au soleil, accepte tout y compris de s'abrutir un peu plus avec les ultra-sons.

Pourtant il est prévu de fabriquer une armoire qui serait étanche aux ultra-sons quand l'appareil sera acheté.

Alors pourquoi ne pas avoir fait les premiers essais avec cette armoire pour la tester elle aussi et l'améliorer si besoin est ?

On bricole toujours, on joue avec la santé du personnel, tout cela pour gagner une journée et faire des économies de bouts de chandelles.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Roussel-Uclaf - Romainville.)

Tours :

les rapaces du bâtiment

L'entreprise Plée, à Tours, compte 200 ouvriers, dont un certain nombre, comme c'est de coutume dans le bâtiment, habitent là où se trouve le travail, sur les chantiers.

Actuellement, une vingtaine d'ouvriers immigrés pour la plupart, terminent une maison de retraite à Saint-Symphorien, dans la banlieue de Tours. Leur logement ? Une cabane en planches de 2,50 m sur 3,50 m dans laquelle ils s'entassent à huit, et une vieille roulotte de 2 m sur 4 m environ. Des planches superposées tiennent lieu de lits, les vestiaires servent aussi de garage à vélos et de cuisine. Il n'y a bien sûr ni eau ni chauffage et l'électricité est supprimée dès que le chantier est terminé. Voilà tout ce qu'un patron de la construction trouve pour loger ceux qui lui font empocher des millions, et il a encore l'audace de retenir à chacun 50 F sur sa paye pour ce palace !

D'autre part, comme les gars sont sur place le samedi, on leur fait faire des heures supplémentaires. Ils reçoivent en échange une « pièce » qui équivaut tout juste au tarif en heures normales.

Pour ce qui est des conditions de travail, la situation est tout aussi déplorable. Un exemple illustre bien le mépris de Plée pour la sécurité sur les chantiers : la loi fait obligation d'installer des grilles de protection sur les échafaudages, ce qu'on ne voit évidemment jamais. En 1969, un inspecteur de la Sécurité vient à passer, rapidement on fait poser aux ouvriers de sommaires rambardes pour sauver les apparences, le tour est joué. La vie des travailleurs, elle, est toujours en péril et les accidents sont nombreux. Récemment, un manœuvre s'était vu commander un travail consistant à déplacer des buses pesant une centaine de kilos. Bientôt il eut des douleurs dans le dos et dut être hospitalisé. Cela n'empêche pas le patron de confier à nouveau ce travail à un seul ouvrier. En échange de cette usure rapide de l'organisme, Plée accorde 3,60 F de l'heure à ses manœuvres.

Le gouvernement, lui, subventionne largement ce genre de rapace, tandis qu'il limite les remboursements par la Sécurité Sociale aux travailleurs. Diriger l'Etat des exploiteurs oblige évidemment à faire des choix...

DANS LES ASSURANCES :

Il faut parfois des dons d'équilibriste

En plein Paris, au Phénix, Compagnie d'Assurances filiale des A.G.F., une belle façade tape à l'œil peut attirer les clients, mais ses quelques 2.000 employés travaillent dans des locaux vétustes et des conditions déplorables. Un exemple significatif est donné par les ascenseurs de la Compagnie.

Ainsi, au service du courrier, situé au rez-de-chaussée, les employés (dont de nombreuses femmes) utilisent de lourds chariots pour distribuer le courrier quotidiennement, dans chaque bureau. Pour cette tâche, ils sont amenés à prendre très fréquemment les ascenseurs qui, bien sûr, fonctionnent en général très mal. La journée commence donc, toujours, par une véritable chasse à l'ascenseur en état de marche, la direction imposant évidemment que le courrier soit distribué en temps et en heure voulue dans chaque service.

Quand par hasard un ascenseur fonctionne correctement, l'affaire n'est pas terminée. Car aucun des appareils ne s'arrête exactement au niveau des paliers et les employés doivent donc compter sur leur adresse pour hisser les paniers, ne pas faire tomber le courrier, ne pas se démettre un muscle, etc. L'opération tient d'autant plus de l'acrobatie qu'une fois l'employé arrivé à l'étage, il lui faut ouvrir la porte coulissante de l'ascenseur, la porte pallière, tenir ces deux portes, soulever ou baisser le chariot, toujours très lourd qu'il soit plein ou vide. Bref, à la fin de la journée, il y a de quoi s'estimer heureux de n'avoir attrapé qu'une bonne suée sans se faire aucun mal.

Ainsi, derrière des allures pimpantes, au Phénix comme ailleurs, les bâtiments cachent le fait que la direction se moque des conditions de travail de ses employés au point même de négliger d'avoir des ascenseurs en bon état de marche pour distribuer son précieux courrier.

ALSTHOM (St-Ouen) :

On s'intoxique dans les ateliers

(Photo L.O.)

Il suffit qu'on ait le dos tourné pour que le patron renie ses engagements.

A Delle, alors qu'en temps normal il est pratiquement défendu de peindre sur les aires de montage pendant les heures de travail, profitant des vacances on s'en est donné à cœur joie. A certains moments même, on pistolait sans détendeur, directement sur la pression ; quelquefois le brouillard était si dense qu'on avait du mal à distinguer l'heure à la pendule, avouez que c'est gênant !

Mais ce qui est plus grave c'est que nous avons respiré pendant un mois des vapeurs nocives sans qu'aucune mesure ne soit prise. Les commandes étaient pressées, il fallait respecter les délais, quoi de plus important pour un patron ?

Maintenant que de nombreux camarades rentrent, il va falloir cesser ce petit jeu et faire comprendre au patron que notre santé passe avant ses bénéfices.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alsthom - St-Ouen.)

FEUILLETON

HUASIPUNGO

de J. ICAZA

XIV

Résumé :

Le récit se situe en Equateur, dans les années trente. Don Alfonso Pereira, propriétaire foncier, doit trouver les moyens de payer ses dettes, quand il rencontre Julio Pereira, son oncle et principal créancier. Celui-ci l'invite à faire un effort pour mettre en valeur le domaine de Cuchitambo que Don Alfonso a hérité de son père et qu'il a tendance à laisser à l'abandon. Il y a, lui dit Julio, de quoi faire de bons profits, en exploitant les forêts d'alentours. Il suffit de construire une route et de chasser les Indiens qui y disposent d'un lopin de terre (les Huasipungo). Convaincu par son oncle, Don Alfonso se rend à Cuchitambo. Arrivé sur place, il prend ses dispositions pour mettre ses projets à exécution.

Un comité patriotique pour les corvées de la route est organisé sur l'ordre du curé et du maître Don Alfonso par les frères Ruata.

Les Indiens sont mobilisés par des discours et partent enthousiastes. Mais après quelques jours, les difficultés s'accumulent. Le maître décide de relever le moral par la distribution d'eau-de-vie.

La route est construite dans les délais records, Don Alfonso n'hésitant pas à sacrifier la vie de dizaines d'Indiens, afin de gagner du temps, en les faisant passer à travers les marais. L'existence de la route modifie l'économie du village, les Indiens sont réduits à la misère la plus noire. Affamés, ils vont réclamer du secours à Don Alfonso comme il est de tradition chaque année. Celui-ci refuse et la famine s'installe dans les maisons.

Pour avoir mangé de la viande avariée la Cunshi, la femme de l'Andrès, meurt. Le curé exige vingt-cinq sucres pour l'enterrer à une place convenable... qui lui permette d'accéder au ciel.

Lorsque l'Andrès fut de retour dans la hutte, les parents ronflaient, entassés dans un coin. La morte, par l'odeur fétide qu'elle dégageait, exigeait une sépulture. Cela le chassa sur les chemins, où il se mit à errer. Désorienté, la tête penchée sur la poitrine, une multitude de questions auxquelles il ne trouvait pas de réponse l'assaillait. Cinq sucres, l'enfer ; cela équivalait à un demi-baril de guarapo. Vingt-cinq sucres, le ciel ; c'était tellement d'argent qu'il n'en voyait même pas l'équivalent. Vingt-cinq sucres !

— Vingt-cinq sucres !

Il répétait ces mots comme s'il appelait des billets épars dans la montagne.

— Vingt-cinq sucres !

C'est ainsi que la Cunshi appelait ses poules, ses poules et son coq rouge.

— Touc... touc... touc...

Il se mit à chuchoter en cherchant sur le sol la chose qui devait répondre à son appel ; son regard erra au milieu des immondices du chemin, entre les planches des clôtures, entre les ornières ouvertes par les roues des charrettes. Le ciel pour la Cunshi... Le ciel était si haut ! Il errait, lui, sur la terre. L'enfer ? Non, non !

— Impossible, lui répondait ce paysage maussade, sauvage, à l'écorce dure à creuser, cette écorce faite de roc, de sable et de marais devenus féconds parce qu'humectés sans arrêt par la sueur et le sang des Indiens.

— Impossible ! lui criait le soleil en lui posant sur la nuque ses banderilles de feu, ce soleil-recette pour toutes les tuberculoses, et sous l'ardeur duquel se cuisait le rôti de porc indien.

— Impossible ! protestait le chemin empierré avec les ossements de ses compagnons.

— Impossible ! murmuraient les marais, avec le bourdonnement de leurs moustiques et le claquement de dents des paludiques.

— Impossible ! hululait le vent du marais, ce vent expert à clouer les muletiers sur le mur de la mort avec l'aiguille du soroche.

— Impossible ! protestaient encore les huasipungos qui avaient su payer avec usure toutes les inconsciences des Indiens et toutes les consciences des Blancs.

— Impossible ! protestait toujours la cour de l'hacienda où l'on trayait les vaches, où l'on trayait les Indiennes, où l'on avait trait la Cunshi pendant plus de cinq mois.

— Pour la Cunshi, non !

Pour la première fois l'Indien avait protesté.

Mais dans l'air, sa protestation s'évapora. Il pressa le pas comme s'il devait arriver à l'heure dite dans un endroit bien déterminé où les vingt-cinq sucres devaient lui être payés. Là-bas, dans la vallée, quelques Indiens chargés du bétail étaient occupés à enfermer les bêtes dans le pâturage. Il s'arrêta, pris d'un vague espoir. Des centaines de bêtes à cornes formaient une tache sombre. Il écarquilla ses yeux habitués à scruter les lointains ; il soupira, se gratta la tête, lâcha un caraju et prit un sentier qui conduisait à l'hacienda. Une vache arrêtée en travers du chemin tendit son mufle par-dessus les buissons, en quête d'une herbe tendre.

— Caraju, ils ont oublié une vache, murmura-t-il en se levant sur la pointe des pieds pour scruter la vallée. Au loin, la tache brune du troupeau n'était déjà plus qu'un point minuscule, prêt à s'effacer. Il chercha un endroit élevé pour appeler les *cuentayos* (1). Il grimpa sur un mur, mais brusquement se figea. La vache pouvait bien valoir soixante sucres. Et lui pouvait la vendre pour quarante. Oui, au-dessous de son prix. Il n'y avait pas d'autre solution. Il volerait la vache pour envoyer la Cunshi au ciel avec un billet de première, suivant en cela l'exemple des maîtres qui restent dans les haciendas à travailler pour envoyer leurs enfants en Europe.

Il irait à Tomachi pour vendre le produit de son vol, ou mieux à Pintag. Là il n'y avait que le boucher Morejon qui le connaissait. Il attendit la nuit et se mit en route.

Le soleil n'était pas encore levé que l'Andrès, tout en sueur, laissait la bête chez le Morejon et revenait au huasipungo en courant. Il serrait dans sa poche huit billets de cinq sucres.

Les chemins furent sillonnés de cuentayos à la recherche de la bête dérobée. A la manière des montagnards, ils se laissèrent guider par l'odorat de leurs chiens, par les traces de sabots, par la direction de la flamme qui, sorte de chevelure vermeille, flottait sur la pointe du morceau de bois qui leur servait de boussole.

– Le patron a dit qu'il nous en rend responsables pour cent sucres.

— Ce qu'il a dit doit être juste.

— Qui a pris la vache ?

— Taïta Dius le punira.

A chaque pas, les lamentations des cuentayos se renouvelaient.

— Lève le bois pour voir par où est allé le voleur, ordonnait l'un d'eux lorsque l'espoir renaissait.

Celui qui portait la bûche allumée la levait comme une hampe de drapeau pour la ranimer au souffle du vent. La flamme, en se penchant sur la droite ou sur la gauche, lâchait des petites langues de feu qui pointaient vers une direction et les vachers obéissaient à ces indications comme si ce point vermeil était un doigt qui montrait la route.

— Par ici.

— Par ici.

Ils criaient et se précipitaient à la recherche du voleur. Pendant une heure, pendant deux heures, jusqu'à la perte de tout espoir, jusqu'à l'éreintement. Après mille tâtonnements, trois jours de recherches permirent, cependant, de découvrir la vérité.

Au nom de la justice et de la loi — et sur l'ordre de don Alfonso — le commissaire sanctionna le fait.

Comme le délinquant ne pouvait ni rendre la vache volée, ni rembourser sa valeur et que, d'autre part, le curé alléguait de l'impossibilité de transiger avec les affaires divines, le criminel aurait son compte d'avances chargé de cent sucres ; en outre, il fallait faire un exemple. Don Alfonso et le commissaire crurent bon d'ajouter aux jours de prison et au remboursement du vol une sanction publique dans la cour de l'hacienda.

— Ce sera une bonne leçon et un exemple. Les Indiens verront une fois de plus de leurs propres yeux que la paresse, la saleté, le manque de respect pour les biens du maître, le manque d'humilité ne peuvent conduire qu'à cela : le châtiment, la prison, le gibet, criait don Alfonso devant le Jacinto.

— A vos ordres. C'est que ces chiens d'Indiens finiraient par vous faire mourir, monsieur ! Ils pourraient pourtant le chercher longtemps, un maître tel que vous !

— Aussi, je ne vais pas tarder à me débarrasser de tout. Les étrangers vont venir. Entre les mains de ces hommes qui ont su conduire le char de la civilisation, il faudra bien que ces brutes obéissent. Mais moi, je ne veux pas être une victime.

— Vous allez nous abandonner, monsieur ?

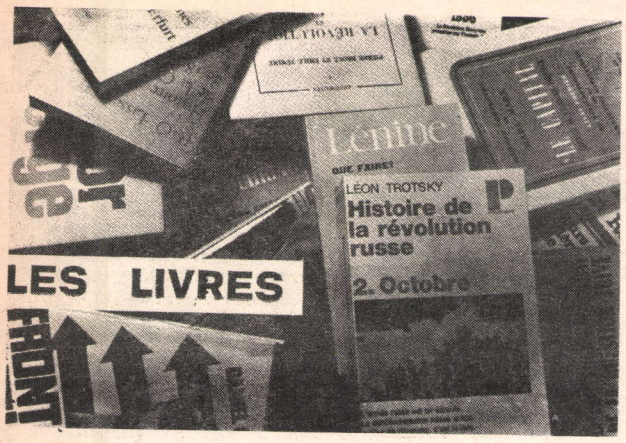
— Que veux-tu mon fils, nous n'y pouvons rien, murmura-t-il. J'ai retardé ce moment, car, vois-tu, le souvenir de nos souffrances et de nos travaux nous lie bien davantage que celui de nos plaisirs.

Il avait lu cette phrase sous la plume d'un poète de la capitale. C'était le moment ou jamais de s'en servir.

— C'est bon, je vais donc transmettre vos ordres.

— C'est ça, et que le châtiment soit exemplaire.

(à suivre).



A. SOLJÉNITSYNE

LE PAVILLON DES CANCÉREUX

POUR se protéger des regards « envieux du vulgaire » les bureaucrates russes ont leur limousine aux glaces voilées de rideaux. Ils ont leur appartement, leurs magasins réservés, leurs passe-droits... Mais les bureaucrates n'ont pas encore inventé le moyen de se protéger du cancer. On peut soigner ses rhumatismes dans une maison de repos réservée, on peut même mourir dans son bel appartement. Pour le cancer, il faut se soumettre au régime commun de l'hôpital.

Et, au début de ce roman, Roussanov, haut fonctionnaire soviétique qui « consacre sa vie au grand peuple soviétique » mais qui ne peut souffrir d'approcher de trop près la population, débarque lui aussi au pavillon des cancéreux.

Ce pavillon des cancéreux va servir de cadre au roman de Soljenitsyne, qui porte ce titre, et qui vient d'être publié dans la collection du « Livre de poche ».

Dans ce pavillon coexistent des hommes qui n'auraient eu guère l'occasion de se rencontrer en d'autres circonstances : Federau, l'ouvrier d'origine allemande à qui on a oublié de retirer sa carte du parti, Chouloubine, le vieux bolchevik « qui s'est tu », a tout accepté en silence et en reste désespéré, Vadim, le jeune géologue, enthousiaste et pur, et surtout, aux deux pôles du roman, Roussanov, l'ancien ouvrier « arrivé », inculte, bureaucrate et délateur inquiet d'une part, confronté à Kostoglotov, le réprouvé, le paria, qui arrive presque mourant d'un camp et qui ne possède pour toute richesse qu'un nouvel appétit de vivre.

Entre le bureaucrate et le relégué, il y a tous les autres et d'abord les médecins (des femmes pour la plupart en Union Soviétique). Là se côtoient le dévouement le plus absolu, le mépris des honneurs, la passion scientifique, l'attachement aux malades et l'arrivisme le plus écœurant. Dans cet univers clos, autant de bribes de vie, d'espoirs secrets, d'enthousiasme, de hontes cachées ou de suffisance qui se rencontrent et se heurtent.

De héros « positif », on en chercherait vainement dans ce roman, et même de héros tout court. Quand Soljénitsyne s'attarde sur un personnage, et il s'attarde sur tous, c'est pour dévoiler au travers de son histoire tel ou tel aspect de la vie soviétique.

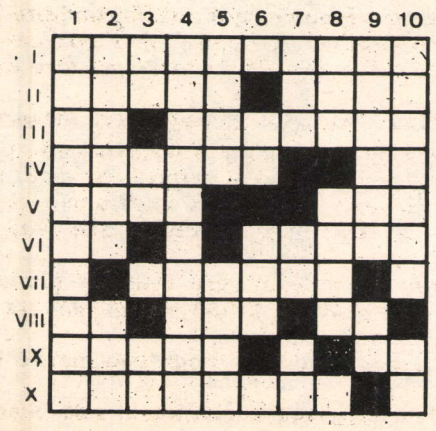
Ce long roman ne couvre qu'une période de quelques semaines, bien délimitée : c'est l'époque de la déstalinisation ou plutôt de ses signes avant-coureurs. De la déstalinisation à proprement parler, il n'en est pas question. La plupart des personnages ne s'en aperçoit guère. Le règne de la combine, les passe-droits, les brimades restent les mêmes. Les seuls qui prêtent attention à un petit entrefilet qui paraît un jour en bas de page de *La Pravda* annonçant un changement du tribunal suprême sont Kostoglotov le relégué et Roussanov le bureaucrate. Pour Kostoglotov, la nouvelle ne suscite pas un espoir démesuré, peut-être y aura-t-il certains changements... mais la vie des camps lui a appris la méfiance. Pour Roussanov, cette petite nouvelle, c'est peut-être l'annonce que son monde de privilèges va s'écrouler. Car il a l'habitude des pratiques de la caste à laquelle il appartient. Il sait que cette petite information peut être lourde de signification pour sa place. Et ces quelques lignes du journal officiel le rongent d'inquiétude ; inquiétude de voir ressurgir devant lui ceux qu'il avait dénoncés, inquiétude de perdre sa place, son bel appartement, ses beaux meubles, ses relations.

Voici l'un des multiples aspects de ce roman extrêmement riche qui réussit à unifier autour du même thème, celui de la maladie, les vies les plus diverses. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un simple artifice littéraire permettant d'étaler commodément une fresque sociale. L'expérience de l'hôpital dans ces conditions, Soljénitsyne l'a vécue lui-même. Et sa propre expérience sociale est assez riche pour qu'il soit capable d'orchestrer une multitude d'individus sans jamais schématiser.

Mais le « Pavillon des cancéreux », ce n'est pas un roman « social » au sens qu'a pris ce terme de nos jours. Pour l'auteur, « l'écrivain n'a pas moins de devoirs envers l'individu qu'envers la société ».

Et cette déclaration de Soljenitsyne marque bien ses intentions. Celles d'un homme qui refuse la société soviétique bureaucratisée, dominée par des arrivistes sans culture et sans dignité. Mais, intellectuel, confronté à une société totalement déshumanisée, qui ne laisse pour perspective à l'homme que la soumission ou la prison, il choisit de ne pas courber la tête, en se réfugiant dans un humanisme vaguement mystique. Certes, face à une société indigne, il maintient la dignité de l'individu qui refuse de transiger. C'est là son mérite, mais c'est là aussi ses limites.

Huguette CHEVIREAU.



Verticalement. — 1. Fossoyeurs de la révolution. — 2. Voix - Produit (inachevé) d'une éruption volcanique. — 3. N'ont pas survécu à mai 68 - Pour les statistiques, peut être brut ou net - Pronom personnel. — 4. Pour les finances, Rocard l'est tout autant que Giscard. — 5. De la Turquie au Japon - Demain l'est souvent trop. — 6. Appelèrent (phon.) - Plaça. — 7. Vieille colère - Dans le séisme - Nécessaire dans les meetings. — 8. Avec la lumière, piège à touristes - Satellite naturel perturbé. — 9. Lieu saint - Initiales d'un groupe révolutionnaire anglais. — 10. Qualifie souvent un spécialiste - Dans la Russie révolutionnaire, implantés surtout chez les paysans.

Horizontalement. — I. On parle beaucoup de celui des Suédois... et pourtant ! — II. Sibérien ou continental, c'est toujours un train - Ville chamboulée. — III. Symbole d'un métal précieux - Pour William Wyler, on ne l'achète pas. — IV. Boire à petits coups de langue - Dans le quart. — V. Congénital - Pronom. — VI. Négation - Son horizon s'arrête aux vitrines des magasins à la mode. — VII. L'huile sur le feu le fait. — VIII. Article étranger - Pour les Anglais, c'est manger - Dans le cuir. — IX. En passant par les Ardennes belges, vous pouvez la visiter - Sinistres troupes de choc. — X. Président du Comité Exécutif Panrusse des Soviets, mort en 1919.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

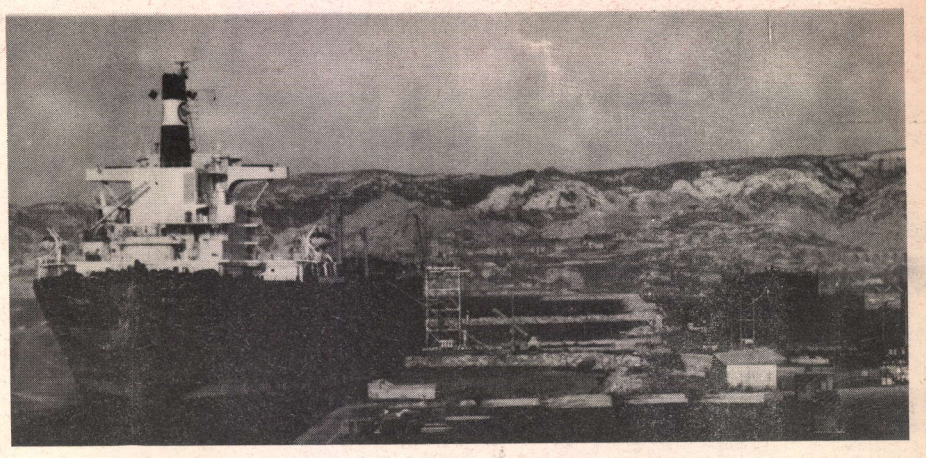
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	O	M	M	U	N	I	S	M	E
II	E	C	O	U	T	E	R	E	N	T
III	N	■	T	R	I	M	E	R	A	■
IV	T	R	I	■	L	O	N	G	■	R
V	R	I	O	■	I	■	E	E	E	E
VI	A	■	N	E	T	S	■	N	U	S
VII	L	I	S	S	A	■	E	T	R	E
VIII	I	D	■	P	I	O	N	■	E	R
IX	S	E	V	E	R	I	T	E	■	V
X	M	E	R	C	E	N	A	I	R	E
XI	E	S	■	E	S	T	I	M	E	E

Des patrons qui "s'intéressent" aux travailleurs

Le contenu de la participation qui devait transformer les travailleurs en responsables semble parfois avoir quelques difficultés à s'exprimer dans les faits. Trois patrons, deux Français et un Américain, dans des lettres à « leurs » salariés, indiquent à leur manière comment ils la conçoivent. On appréciera la liberté et la dignité plus grande qui doit en résulter pour les travailleurs.

A LA COMPAGNIE DES MESSAGERIES MARITIMES :

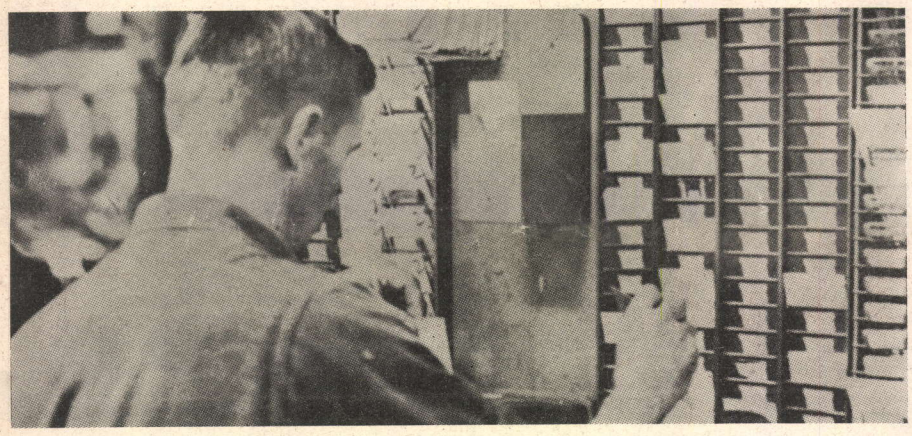
un ex-ministre du Travail exerce ses compétences...



« Il n'y a pas de petites économies », tel est le thème de la circulaire adressée par le patron de la Compagnie des Messageries maritimes à ses employés.

Sous prétexte que la Compagnie va perdre les subventions qu'elle recevait pour les paquebots, le patron en appelle à ses employés pour que la Compagnie arrive « non seulement à équilibrer ses comptes mais aussi à faire des bénéfices ».

Le patron n'hésite pas pour cela à utiliser le chantage du chômage : « il y va de l'avenir de tous », et il donne par ailleurs quelques conseils d'économie, notamment en ce qui concerne l'entretien des bateaux, qui laissent long à penser aussi bien sur les conditions de travail du personnel que sur les conditions de transport des marchandises ou des passagers.



« La notion de profit doit désormais guider l'action.

« Cela exige un effort de chacun et, pour quelques-uns, l'abandon de certaines habitudes, voire d'un certain état d'esprit.

« Bien entendu, ceux qui sont chargés de recruter le fret doivent, plus que jamais, développer leurs recettes.

« Mais ils ne peuvent en aucune façon se satisfaire de remplir les navires à n'importe quel prix, c'est-à-dire sans apprécier soigneusement le rendement des marchandises qu'ils engagent.

« Sauf cas exceptionnel se justifiant par un intérêt supérieur de clientèle, il est vain, en effet, et même coupable, de retarder un navire, dont le coût journalier est très élevé, pour réaliser une recette complémentaire inférieure à la dépense qui en résulte.

« Il faut que chacun se persuade que si la notion de chiffre d'affaires est importante, celle de profit l'est davantage encore et que chacun sera jugé moins sur les recettes acquises que sur les bénéfices procurés.

« Dès lors, toutes les mesures qui pourront être suggérées et, mieux encore, arrêtées, dans une zone ou à l'occasion d'un voyage, pour améliorer le rendement, seront du plus haut intérêt.

« A cet égard d'ailleurs, la contraction des dépenses sera aussi appréciée qu'un supplément de recettes.

« Ce sens de la stricte économie doit, au surplus, être absolument général.

« Dans tous les cas, que ce soit à terre ou à bord, toute dépense qui n'est pas absolument indispensable au bon fonctionnement des services ou des navires doit être impérativement supprimée. »

« Il n'y a pas, il n'y a plus de petites économies.

« Tous, sédentaires et navigants, gradés et non gradés, doivent faire en sorte dans leur propre intérêt, que les dépenses d'exploitation soient constamment ramenées à leur strict minimum.

« Il est indispensable, notamment que les réductions d'effectifs intervenues sur certains navires, avec l'accord des organisations syndicales, et sans lesquelles l'exploitation de ces unités eût été irrémédiablement compromise, ne s'accompagnent pas d'une augmentation correspondante des dépenses de réparation ou d'entretien, faute de quoi l'objectif visé ne serait pas atteint.

« Il est donc demandé aux commandants de veiller tout particulièrement à ce que les opérations d'entretien continuent, le plus possible, à être assurées par les bords et aux meilleures conditions.

« De même il est exclu que les diminutions d'effectifs concernant les services à terre puissent se traduire par un accroissement des heures supplémentaires ou par un plus large appel à des services extérieurs à la Compagnie.

« Ce ne sont là que quelques exemples et chacun doit comprendre qu'il sera apprécié non pas en fonction de l'ampleur croissante des effectifs qu'il réussira à contrôler ou des dépenses qu'il parviendra à ordonnancer, mais en fonction des économies qu'il aura su procurer par son action. »

Gilbert GRANDVAL

A noter pour l'édification de nos lecteurs que le sieur Grandval fut ministre du Travail en son temps. On ne sait pas quelle fonction a déteint sur l'autre et si c'est au ministère qu'il a pris le goût de faire faire des économies... aux autres. Mais dans un cas comme dans l'autre, comment voulez-vous que ça marche.

...mais le paternalisme n'a pas de frontières

Et comme le profit n'a pas de frontières, pas plus que les méthodes d'exploitation capitaliste, voici un autre exemple de circulaire du patron de la Budd Cie, compagnie automobile à Détroit, aux USA ; si le ton est encore plus paternaliste, le fond reste le même.

Cher collègue et employé,

« Comme vous le savez, c'est mon habitude de m'adresser à vous directement à chaque fois qu'il y a un sujet que je crois être d'une grande importance pour tous. A mon avis, c'est tout à fait le moment de parler de notre « tigre de papier » américain, notre capacité de production si vantée.

« Aujourd'hui se révèle brutalement que des pays étrangers et notamment le Japon et l'Allemagne peuvent produire et produisent beaucoup plus rapidement, mieux et à moindre coût que nous ne le faisons. (...)

« Malgré des coûts de transports par bateau, ils nous vendent ici des produits de qualité, beaucoup moins chers que nous ne pouvons le faire (...) nous allons perdre notre travail ! (...)

« Que se passe-t-il ? Il y a une raison pour laquelle les Japonais peuvent vendre leurs voitures aux USA et que nous ne pouvons pas là-bas ; il n'y a pas d'arrêts de travail ou de grèves au Japon et leur paye nette est le quart de la nôtre aux USA (...)

« La solution ? A mon avis il y a une seule solution ; nous devons en tant qu'individus, en tant que compagnie, et en tant que nation, accroître notre productivité en produits de qualités.

« Nous devons être fiers de bien faire notre travail pour pouvoir être hautement productifs et par là même, compétitifs. De hauts salaires (...) sont tolérables seulement quand la production est élevée.

« L'absentéisme doit être contrôlé et nous devons tous comprendre que la journée tout entière d'effort est nécessaire pour maintenir notre standing et arrêter les attaques insidieuses de l'inflation et de la perte des marchés... »

Comment L'OREAL dope ses représentants

Dans quelques jours, vous serez tous en vacances, mais il est bien évident que vous ne profiterez totalement de celles-ci que si chacun de vous avez le sentiment d'avoir mené à bien la tâche qui vous a été confiée.

Certains d'entre vous ont atteint les objectifs qui leur ont été fixés ; pour ceux-là, nous souhaitons que les vacances qu'ils vont prendre leur permettent, dès la rentrée, de poursuivre l'effort qu'ils ont soutenu depuis le début de l'année.

Pour les autres qui n'ont pas atteint leurs objectifs, nous souhaitons qu'ils trouvent au cours de ce repos familial les ressources nécessaires pour gagner durant le second semestre les batailles qui les attendent.

Quoi qu'il en soit, à chacun de vous, nous souhaitons pour vous-même et vos familles de bonnes vacances, espérant que vous reveniez sur votre secteur plus décidé que jamais à réaliser, voire à dépasser votre programme.

B. GOUSSET